



Projet de loi Blanquer – projet de loi Fonction publique 2019 Une même logique de casse du service public !

Les enseignant.es se mobilisent face à la politique éducative, rétrograde et libérale, conduite actuellement à marche forcée au mépris de leur expertise professionnelle et déjà sanctionnée par l'ensemble de la communauté éducative.

Elles et ils rejettent notamment le projet de loi « *pour l'école de la confiance* », un texte qui ne permettrait en rien d'améliorer la réussite de tous les élèves et bouleverserait radicalement le fonctionnement et la structure de l'école avec notamment la création de regroupements écoles collège.

Lors des manifestations organisées sur tout le territoire samedi 30 mars, les enseignant.es ont été rejoints dans leur mobilisation par des parents d'élèves, des élu.es ou simplement des citoyen.nes.

Jeudi 4 avril, les organisations des personnels de l'Éducation nationale CGT, FSU, SUD, FO appellent à faire un prochain temps fort de mobilisations pour le service public d'éducation, pour obtenir l'abandon du projet de loi.

Elles s'engagent aussi sur le terrain de la Fonction publique pour s'opposer à la réforme gouvernementale, qui détruirait le statut de fonctionnaire, et promouvoir également le service public d'éducation.

Le Fédération CGT des services publics, soutient cette mobilisation qui s'inscrit dans celle plus large du combat contre la casse du statut et des services publics contenus dans le projet de loi Fonction publique 2019.

Les personnels territoriaux des écoles et des établissements scolaires ont à leur disposition un préavis de grève fédéral pour leur permettre de participer à toutes les mobilisations qui convergeront lors de la journée nationale de grève et de manifestation de la Fonction publique le 9 mai prochain.

L'avenir de la Fonction publique est en jeu : ces projets de loi de liquidation des garanties statutaires et des missions appelle une levée en masse des fonctionnaires et agents publics et une bataille citoyenne rassemblant toutes les forces attachées à notre modèle républicain.

Montreuil, le 3 avril 2019